

Un postcolonialisme à la française ?

NICOLAS BANCEL ET PASCAL BLANCHARD

La théorie postcoloniale, si elle demeure fortement controversée dans l'espace académique français, est désormais partie prenante des sciences sociales dans la plupart des pays où la recherche est dynamique, des États-Unis à la Grande-Bretagne, du Brésil à l'Inde, de l'Allemagne aux pays nordiques, des universités africaines aux universités sud-américaines. C'est un fait. Elle est un élément du débat intellectuel et pourtant elle occupe, dans le même temps, une position spécifique en France, fruit d'un contexte quasi unique dans le monde scientifique international. En France, elle est marginalisée dans le champ académique et particulièrement dans les sciences sociales.

Aux États-Unis principalement, la théorie postcoloniale est enseignée depuis plus de trois décennies dans différents départements universitaires (littérature, histoire, sciences politiques...) aux côtés d'autres courants intellectuels (*Ethnic Studies*, *Racial Studies*, *Gender Studies*...), comme le souligne l'ouvrage que nous venons de codiriger en juin 2016 avec Dominic Thomas, *Colonial Legacy in France. Fracture, Rupture, and Apartheid* (Indiana University Press). *A contrario*, en France, elle fait l'objet d'une critique théorique et académique, qui s'articule à une critique politique et idéologique, laquelle renvoie au syndrome français face au passé colonial et à l'interprétation – ou à la négation – des conséquences à long terme de la colonisation sur la société française¹.

1. Cette contribution s'inspire en partie de l'introduction au dossier « Retour sur la question coloniale » publié par la revue *Cultures Sud/Notre librairie* en avril-juin 2007 où les jalons de notre réflexion se fixaient, de l'ouvrage commun *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société*

Cités 72, Paris, PUF, 2017

Qu'est-ce que le postcolonialisme ? Ce courant, qui s'origine dans les travaux des subalternistes (collectif d'historiens indiens cherchant, dans les années 1970, à renverser l'historiographie de la décolonisation de l'Inde en montrant en particulier le rôle joué par les castes inférieures), et l'ouvrage inaugural d'Edward Saïd, *L'Orientalisme* (1979), qui déconstruit les discours de l'Occident sur l'Orient, peut être défini, très rapidement, comme un ensemble de recherches visant, d'une part, à rompre avec les chronologies fondées sur l'histoire politique, en contestant la « rupture » des décolonisations et en favorisant la longue durée, et, d'autre part, à envisager la colonisation comme un processus dialectique affectant aussi bien les métropoles que les territoires colonisés, afin de se départir d'une vision occidentalocentrée de l'histoire.

Mais l'objet du présent article n'est pas tant de revenir sur une longue définition des études postcoloniales ou de défendre les tenants de cette « théorie », de nombreux travaux et écrits l'ont fait avant nous², mais bien de souligner la spécificité du débat français en analysant sans tabou les blocages et déraisons, les passions et les aveuglements, les enjeux aussi, comme les rapports de force.

Dossier
Le postcolonialisme :
une stratégie
intellectuelle
et politique

En France, c'est surtout une querelle de chapelle académique, qui se double d'une lutte des anciens et des modernes, que viennent irriguer des débats périphériques tels ceux construits autour des enjeux de « diversité », de « laïcité » ou de mémoire coloniale. Tout cela se mélange, fait débat, fait école aussi et en fin de compte construit un débat franco-français unique en son genre. Être « anti-postcolonial » semble être devenu une posture dans le champ académique, permettant à quelques *jeunes pousses* d'être adoubees par leurs aînés ; les chercheurs postcoloniaux ont, dans le même

française, Paris, La Découverte, 2010 et de plusieurs contributions, notamment de l'article « Que faire des *postcolonial studies* ? Vertus et déraisons de l'accueil critique des *postcolonial studies* en France » (*XX^e siècle. Revue d'histoire*, n° 111, juillet-septembre 2012) et, plus récemment, de l'ouvrage collectif *Vers la guerre des identités ?* (Paris, La Découverte, 2016).

2. Pour une définition précise nous renvoyons à l'ouvrage collectif *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française*, à l'ouvrage collectif dirigé par Marie-Claude Smouts, *La Situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2007 et enfin au numéro spécial de la revue *Multitudes* « Postcolonial et politique de l'histoire » publié à l'automne 2006.

temps et le plus souvent, décidé de travailler dans des universités étrangères ou accepté de prendre des positions académiques périphériques. La ligne de fracture est claire, visible et parfois violente.

Les auteurs postcoloniaux ont été discutés, en France, dans les décennies précédentes. Jacques Pouchepadass a ainsi établi à la fin des années 1970 un dialogue avec une partie des membres fondateurs du collectif subalterniste, en particulier avec David Hardiman, Gyanendra Pandey, Shahid Amin. Presque simultanément, au début des années 1980, l'ouvrage d'Edward Saïd³, *L'Orientalisme*, avait suscité de vives polémiques et débats. De tout cela, seul un petit cercle d'« initiés » avait eu écho, mais un débat avait émergé, même si celui-ci fut très tôt clôt. La première (ré)apparition des *Postcolonial Studies* peut être datée du printemps 1997, lorsque la revue *Dédale* s'empara de l'objet dans un dossier pionnier.

À titre personnel, celui-ci nous avait fortement inspiré alors que nous publiions chez Gallimard *De l'indigène à l'immigré*, sans doute notre premier livre où l'on peut identifier une influence des études postcoloniales, puisque cet ouvrage traitait des filiations entre les représentations des colonisés et celles affectant les immigrés après les décolonisations. Le dossier de *Dédale*, assez complet, intitulé « Postcolonialisme. Décentrement, Déplacement, Dissémination », publié sous la direction d'Abdelwahab Meddeb, initie alors une réflexion qui laisse pourtant insensible la très grande majorité des universitaires et chercheurs en sciences sociales.

Mais dès le milieu des années 2000, se sont développés en France des recherches et travaux pouvant être affiliés, de près ou de loin, aux *Postcolonial Studies*. La résonance, en particulier, dans le champ académique de l'ouvrage *La Fracture coloniale*, publié en 2005, peut d'ailleurs être considérée comme un jalon de cette *effraction* des *Postcolonial Studies* dans les réflexions académiques et un tournant dans la prise en compte des enjeux théoriques proposés par ce courant.

LE TOURNANT DES ANNÉES 2005-2007

La situation conflictuelle et polémique de la réception de *La Fracture coloniale*, et de plusieurs autres publications publiées au même moment,

3. Pierre-Robert Baduel, « Le moment saïdien des *postcolonial studies* : entre critique de l'orientalisme et profession d'humanisme », in Nicolas Bancel et al., *Ruptures postcoloniales*, Paris, La Découverte, 2010.

dans un contexte fortement émotionnel (2004-2007), a rapidement donné naissance à une forme hybride, en France, de la pensée postcoloniale. À partir de ce tournant de 2005, on ne peut que constater la formation d'une opposition résolue, dans le champ intellectuel en général, et plus particulièrement un conservatisme du monde académique, qui s'adosse à une faible connaissance des principaux travaux (pour la plupart en langue anglaise⁴), peu traduits en français.

Les éditions Amsterdam – comme un certain nombre de revues – ont ensuite permis de mieux connaître ces auteurs (mais avec un impact fort limité en termes de lecteurs), ce qui permet alors de mieux asseoir les approches théoriques des *Postcolonial Studies*. On peut notamment citer parmi les travaux importants le livre de Stuart Hall, *Politiques des Cultural Studies* (édition établie par Maxime Cervulle) en 2007 ; mais aussi, sous la direction de Neil Lazarus, *Penser le postcolonial. Une introduction critique*, publié en 2006. Très vite, de nombreux dossiers sont publiés. On pense notamment au dossier de la revue *Vingtième siècle* en avril 2007, « Mémoires Europe-Asie », celui de la revue *Multitudes*, « Postcolonial et politique de l'histoire » à l'automne 2006, et le dossier de la revue *Labyrinthe* en mai 2006, « Faut-il être postcolonial ? ». Tout à la fois critique mais aussi ouvert à de nouvelles hypothèses intellectuelles, ils vont contribuer à mieux faire connaître les études postcoloniales.

C'est en amont de ces années charnières que nous avons tracé notre propre chemin autour de la pensée postcoloniale en privilégiant deux axes : faire le tri dans une masse théorique par moment fort répétitive et peu cohérente ; n'avoir de cesse de lier les réelles nouveautés épistémologiques proposées par ce courant – parmi lesquelles la possibilité de penser les héritages coloniaux dans les métropoles et plus seulement dans les anciennes colonies, la mise à l'épreuve des continuités des représentations des populations colonisées et des immigrés issus des espaces coloniaux, ou encore relier les structures de l'immigration à l'histoire coloniale, ou analyser la spécificité du racisme affectant les populations issus des ex-Empires – à l'empirie historique. Nous faisons de l'histoire avec un regard postcolonial, et non l'inverse.

Pour autant, les auteurs de cet article, fréquemment identifiés à un courant « postcolonial à la française » (y compris sur Wikipédia), doivent

4. Notamment des travaux pionniers comme ceux de Bille Ashcroft, Gareth Griffiths, Helen Tiffin, *The Empire writes back. Theory and Practice in Post-Colonial Literatures*, Londres, Routledge, 1989.

préciser leur position, afin d'éviter tout malentendu. D'une part, nous avons découvert ensemble et de manière fort critique vers 2003-2004 l'étendue des *Postcolonial Studies* et, par conséquent, nos travaux antérieurs à cette époque et notre démarche commune depuis 1990 ne peuvent avoir été influencés par ceux-ci. D'autre part, nous considérons que les *Postcolonial Studies*, comme tout courant globalisant, comporte du bon et du moins bon, et certains textes, abscons et prétentieux, ne nous inspirent aucune indulgence. Il ne s'agit donc nullement ici d'un plaidoyer pour les *Postcolonial Studies*, mais bien plus d'un regard critique et autocritique.

Cela, nous l'assumons, car nous y avons largement contribué avec d'autres historiens, mais il faut aussi mentionner des chercheurs d'autres disciplines (sociologie, sciences politiques, littérature comparée, histoire de l'art...) qui ont contribué à cette visibilité nouvelle des *Postcolonial Studies*, tels Nacira Guénif Souilamas, Patrick Weil, Achille Mbembe⁵, Didier Lapeyronnie, Dominic Thomas, Didier et Éric Fassin, Ahmed Boubeker, Françoise Vergès, Saïd Bouamama, Marie-Claude Smouts, Jean-Pierre Moura, ou encore, plus latéralement, les travaux de Benjamin Stora portant sur la mémoire coloniale. On notera que la quasi-totalité de ces auteurs se sont retrouvés au sein de l'ouvrage *La Fracture coloniale* que nous avons dirigés, ou dans les ouvrages suivants, jusqu'au dernier livre publié chez Indiana University Press en 2017, signe que ce livre et les suivants ont offert ponctuellement un espace de rencontre et de dialogue critique pour ces chercheurs.

LA RÉACTION DU MONDE UNIVERSITAIRE ET ACADÉMIQUE

Plusieurs facteurs peuvent être invoqués pour comprendre l'opposition d'une grande partie des élites universitaires et intellectuelles aux recherches postcoloniales. L'une des raisons de cette réticence tient à l'indéniable polysémie et hétérogénéité des recherches postcoloniales – contrairement à l'acception commune qui voudrait la réduire en France à une reconfiguration du tiers-mondisme ou à une résurgence « anachronique » de l'anti-colonialisme. Très éloignée de toute téléonomie, la pensée postcoloniale chemine sur plusieurs terrains. Elle ne fait pas « système » et ses emprunts sont très divers.

5. Achille Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

L'interprétation de cette diversité semble devoir être réduite dans le champ académique français à une opposition binaire⁶ entre, d'une part, des nostalgiques/réactionnaires et, d'autre part, des post-colonialistes/anticolonialistes⁷. La polarisation de ces positions n'a pas aidé, bien sûr, à l'émergence de recherches postcoloniales inclinant à se débarrasser de ces oripeaux idéologiques. En outre, à l'intérieur même des *Postcolonial Studies*, plusieurs individualités se font jour, ne travaillant guère ensemble et même se concurrençant, ne permettant pas à une école de pensée de se fortifier. Pourtant, et dans le même temps, d'un point de vue disciplinaire, les *Postcolonial Studies* se sont enracinées en plusieurs lieux – les études littéraires, les sciences politiques, l'anthropologie ou l'histoire.

La résistance de l'institution universitaire est renchériée par l'opposition de plusieurs africanistes français ou chercheurs du « fait colonial » ou des immigrations – tels Jean-Pierre Chrétien, Gérard Noiriel, Jean-François Bayart, Jean-Loup Amselle, Jean Coppans ou Claude Liauzu, mais aussi une personnalité plus atypique comme Yves Lacoste ou des intervenants plus réactionnaires comme Bernard Lugan, Marc Michel ou Daniel Lefeuvre –, pour des raisons qui tiennent, à notre sens, à la crainte d'aborder des objets jamais traités, mais aussi de rejet profond des problématiques telles que les proposaient les *Postcolonial Studies*. Dans le champ scientifique, on n' imagine qu'avec peine ce que cette attitude frileuse a creusé d'incompréhension, parfois d'indignation, de la part de certains chercheurs étrangers, souvent du « sud », à l'égard de la recherche française, et on commence à peine à mesurer le retard qui est le nôtre par rapport au monde de la recherche en langue anglaise⁸ et notre capacité à écrire le récit d'ici en écho au monde.

Pour ce front hétéroclite de la contestation, les études postcoloniales remettaient en question leur approche sur le passé colonial, la France républicaine, les enjeux de diversité, les questions migratoires ou les enjeux diasporiques. Les *Postcolonial Studies* sont alors perçues comme une remise en cause de l'étude du « fait colonial » et de ses conséquences à long terme. En effet, de nombreux travaux instituent une double transgression : une

6. Voir Herman Lebovics, *Bringing the Empire Back Home*, Londres, Duke University Press, 2003.

7. On pourra lire le texte critique sur l'ouvrage *La Fracture coloniale*, rédigée par Jean-Pierre Chrétien – qui de manière ironique a été un de nos enseignants de nos études doctorales au centre de recherches africaines de la Sorbonne Paris I – dans *Politique africaine* (n° 102, juin 2006) ou son intervention à une table ronde, transcrite dans *Esprit* (juin 2007), sur le même sujet.

8. Diana Brydon, « Is There a Politics of Postcoloniality ? », *Postcolonial Text*, 2 (2), 2005.

transgression chronologique, en relativisant radicalement la « coupure » entre période coloniale et postcoloniale ; une transgression géographique, en saisissant la période coloniale comme un système d'articulations dialectiques entre les pays colonisés et la métropole, produisant leurs effets *et* dans les territoires colonisés *et* dans la métropole⁹.

Dans ce cadre, on peut ainsi penser à nouveaux frais, par exemple, les spécificités des immigrations coloniales et postcoloniales ou les rapports intercommunautaires, comme la situation dans les banlieues¹⁰ et comprendre, en partant de l'Empire, ces spécificités. Dans cette perspective, il est important de distinguer les immigrations postcoloniales des autres, car les immigrés issus des ex-Empires portent le poids des rapports asymétriques et des représentations discriminantes élaborés durant la période coloniale. La difficulté d'insertion de ces populations doit aussi s'envisager sous cet angle et permet de mieux saisir également les réactions de rétractions communautaires qui les affectent parfois. Mais pour les contempteurs des *Postcolonial Studies*, la France étant une république, il ne peut être question d'envisager le corps social sous l'angle des communautés, quoiqu'elles existent et se pensent (et sont pensées), de plus en plus, comme telles. On peut regretter cette évolution historique, il n'en demeure pas moins qu'elle se vérifie depuis plusieurs années et que de nombreux sociologues se sont attachés à comprendre le phénomène. C'est donc plusieurs niveaux de critiques qui se superposent et s'entrecroisent parfois.

TROIS NIVEAUX DE CRITIQUES : APPROCHE DU FAIT COLONIAL,
ABSENCE DE DIMENSION SOCIALE ET TRADITION ACADÉMIQUE

Le *conservatisme* face à toute dimension postcoloniale dans l'analyse de notre contemporanéité se retrouve de manière prémonitoire dans un article alors passé inaperçu d'Emmanuelle Sibeud publié dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* en septembre 2004 sous le titre « *Post-Colonial*

9. Sur cette question, voir l'article très caractéristique de Jean-Pierre Chrétien dans *Politique africaine*, mais également les travaux de Romain Bertrand, *Mémoires d'Empire. La controverse autour du fait colonial*, Paris, Éditions du Croquant, 2006, ainsi que la revue *Hérodote* et le dossier spécial « Faut-il être postcolonial ? », n° 120, 1^{er} trimestre 2006.

10. Éric Maurin, *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil, 2005 ; Hervé Vieillard-Baron, *Les Banlieues françaises ou le ghetto impossible*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 1994 ; Jacqueline Costa-Lacoux, « L'ethnisation du lien social dans les banlieues françaises », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 2, 2001.

et *Colonial Studies* : enjeux et débat ». C'est un bréviaire, facile d'accès, contre l'*aveuglement* et l'*amateurisme* de chercheurs considérés comme « postcoloniaux ». L'auteure se livre à une critique en règle de la pensée postcoloniale en « listant » l'ensemble des « poncifs français » à l'égard de cette approche (c'est ce qui rend d'ailleurs ce texte instructif !).

De ce catalogue de la critique émergent les principaux *barrages* qui sont encore à l'œuvre en France et qui, dès 2004, se mettaient en place : les *Postcolonial Studies* se situeraient entre « projet théorique » et posture « politique » et subiraient un « gauchissement » certain ; ces développements resteraient « très exotiques » et seraient des plus « mystérieux » ; les références théoriques seraient hétérogènes et surtout « jargonantes » ; cette école de pensée se limiterait à une logique « binaire » favorisant l'affrontement entre « eux » et « nous »¹¹ et instruisant une « interprétation assez manichéenne de l'histoire et du présent »... En conclusion, précise Emmanuelle Sibeud, les « *Post-Colonial Studies* [...] voient du colonialisme partout ». L'anathème est lancé, il sera largement repris par d'autres zélotes.

On le constate aisément, le problème pour une grande partie des chercheurs français, et sur plusieurs générations – Emmanuelle Sibeud est issue de la dernière génération de la recherche française, à la différence de Jean-Pierre Chrétien ou d'Yves Lacoste, ce qui montre que la réaction dépasse largement la question générationnelle – qui travaillent sur ce champ, n'est-il pas, au fond, qu'il est loisible de parler de « sociétés postcoloniales » lorsqu'il s'agit des ex-sociétés colonisées, et inopportun lorsqu'il s'agit de l'ex-métropole ? Voire de considérer que les *Postcolonial Studies* sont avant tout au service d'une idéologie plus que d'un savoir ? La critique se résume en une phase – ils « voient du colonialisme partout » –, obligeant le chercheur à devoir démontrer en permanence que tel n'est pas son but. Comme le souligne Achille Mbembe dans un entretien à la revue *Esprit* (décembre 2006), en réponse à ces attaques, la théorie postcoloniale « n'a pas grand-chose à voir avec la caricature que le chœur des repentis a fait du "tiers-mondisme" en France ».

Soulignons-le, au-delà de la théorie, les *Postcolonial Studies* restent d'abord une *pratique*, une appréhension du monde et un regard à 360° sur le passé et le présent. De toute évidence, cela remet en cause des certitudes, mais les perspectives développées par les *Postcolonial Studies* ne sont nullement en contradiction avec l'histoire coloniale. On peut faire

11. Voir sur ce point l'analyse inverse et la démonstration de Moore Bart Gilbert, *Postcolonial Theory. Contexts, Practices, Politics*, Londres/New York, Verso, 1997.

une démarche à double articulation, procédant à la fois de perspectives développées en partie par les *Postcolonial Studies* et d'une pratique (historienne), qui permet un va-et-vient fécond ; et désapprendre ainsi, entre autre, les chronologies canoniques (l'histoire coloniale s'achèverait avec les décolonisations...), pour envisager les prolongements, mutations (mais aussi les effacements) qui, de la période coloniale à notre contemporanéité, continuent de produire leurs effets.

Une autre critique forte est que l'approche postcoloniale ne s'attache pas assez aux facteurs sociaux, comme le précise dans la revue *Contretemps* (2006) Alexandre Mamarbachi. Il écrit ainsi, au sujet de l'ouvrage *La Fracture coloniale*, que « ce livre révèle aussi les limites d'une démarche qui, se focalisant sur la postcolonialité, détache celle-ci des processus sociaux dans lesquels elle s'inscrit ». En vérité, cette critique est réductrice dans la mesure où l'approche postcoloniale tente d'articuler l'ensemble des facteurs historiques (sociaux, économiques, politiques, culturels), mais sans, il est vrai, en privilégier aucun *a priori*. Dix ans après ces débats, on doit constater que la question sociale et la question raciale – voir à ce sujet les travaux des frères Fassin – sont devenues aujourd'hui des piliers de l'analyse des crises contemporaines (en y ajoutant la crise du fait religieux), comme de l'analyse du « fait colonial », soulignant la transversalité nécessaire de ces approches.

L'exemple de la revue *Politique africaine* – comme l'ouvrage de Romain Bertrand sous le titre *Mémoire d'empire. La controverse sur le « fait colonial »* –, est un très bon indicateur d'une autre réaction issue d'une partie du monde académique, dans la mesure où il révèle un sentiment de « mise en péril » de l'institution, sur plusieurs registres : frilosité d'une partie de l'université face à ces questions et à l'émergence parallèle, en son sein, d'une concurrence en légitimité sur le « champ postcolonial » ; persistance de l'invocation de perspectives historiques conçues comme intangibles (la longue durée) ; critique là aussi de l'absence du social.

On le constate, la rupture qu'induisent les *Postcolonial Studies* n'est pas qu'elles se situent « après » le temps colonial, mais qu'elles affirment réfléchir sur l'histoire du colonial hors des chronologies canoniques et des schémas de pensée habituels portant sur la séparation Nord/Sud. Les études postcoloniales suggèrent en effet qu'il n'y a qu'« un seul monde » au sein duquel les rapports de dominants/dominés évoluent, mutent et se transforment, dans lequel les diasporas multiculturelles créent des ponts et des liens entre l'ici occidental et les anciens mondes colonisés, mais aussi

entre le passé colonial et notre contemporanéité. Cet ensemble, en perpétuel mouvement, donne lieu à une activité intense de « traduction des cultures¹² » les unes vers les autres, qui dessine notre monde multiculturel et métissé.

Tout un panel de critiques va faire flores pour défendre ce conservatisme. On affirme désormais que les *Postcolonial Studies* seraient simplistes (Jean-Pierre Chrétien, Romain Bertrand), ou trop théoriques (Gérard Noiriel, Jean-Loup Amselle) et pas assez empiriques (Emmanuelle Sibeud, Yves Lacoste), ce qui, évidemment, ne résiste pas longtemps à l'analyse devant l'étendue des travaux aujourd'hui publiés ou en cours. En outre, on les présente comme « idéologiques » (Daniel Lefeuvre, Marc Michel), au service d'une pensée politique (Éric Keslassy et Alexis Rosenbaum¹³, Pierre Nora) et antinomiques avec la « pensée historique française » (Max Gallo, Pascal Bruckner, Yves Lacoste). L'événement colonial – ainsi que celui de la traite et de l'esclavage – est désormais (à partir de 2006) envisagé comme enseveli dans les limbes de l'histoire, et l'imprégnation de la France par le colonial semble être une hypothèse incongrue, ce que vient de déconstruire avec précision l'ouvrage collectif *L'Histoire mondiale de la France* dirigé par Patrick Boucheron en 2017, même si l'on peut regretter que le traitement de la question coloniale (notamment sur l'Exposition coloniale de 1931) soit encore trop souvent une « parenthèse » et non une ouverture menant à une lecture plus transversale de ce qu'est le « récit national » en lien avec l'*histoire monde*.

LA PENSÉE POSTCOLONIALE : PORTER UN AUTRE REGARD SUR LE PRÉSENT ?

Ces réticences en France, à travers ces trois dimensions que sont l'analyse du fait colonial dans un cadre étroit, le lien avec la question sociale et un académisme stricte en matière de temporalité historique, ne sont pas seulement adossées à ces oppositions « scientifiques », mais également – et plus souterrainement –, à des conceptions de la nation et de la république. En effet, la pensée postcoloniale, par une opération de déconstruction, met au jour, d'une part, la violence générée par une inclinaison hégémoniste de

12. Nicholas Dirks, *Colonialism and Culture*, Ann Arbor, Michigan University Press, 1992.

13. Éric Keslassy et Alexis Rosenbaum, *Mémoires vives. Pourquoi les communautés instrumentalisent l'histoire*, Paris, Bourin, 2007.

la raison – dont la colonisation marque l'une des manifestations –, mais aussi la séparation entre une forme de l'éthique européenne et la mise en œuvre d'un ensemble de politiques et de pratiques – coloniales et post-coloniales –, marquées au sceau d'une violence extrême, concrète et symbolique, ce qui dans le cas français oblige à interroger le discours que tient la France sur son passé, à travers ce que nous pourrions appeler le « récit national ». La pensée postcoloniale est en effet susceptible de remettre en question le double discours que la France tient sur elle-même et sur le monde, et le hiatus entre l'affirmation de l'humanisme républicain et la facilité avec laquelle s'opère en de multiples occasions le sacrifice de la vie, du travail, des cultures et des subjectivités des colonisés.

Il ne fait pas de doute que ce postulat rencontre de fortes résistances¹⁴, dans la mesure où une large majorité de l'opinion et des élites défendent – en France – sinon une vision « positive » de la colonisation, du moins une volonté de réhabilitation depuis une décennie, inclinant à nier le lien entre pratique coloniale et système de hiérarchie raciale, proposant une vision *humaniste* de l'action coloniale de la France : c'est là le principe de la réactivation, en France, du discours sur la « mission civilisatrice », dont la loi du 23 février 2005 fut la manifestation la plus saillante, mais qui se concrétise également à travers plusieurs projets muséaux visant à présenter « positivement » l'œuvre coloniale.

La réactivation de ce discours qui vient en complément des oppositions présentées ci-dessus tout en étant d'un autre registre est, il est vrai, beaucoup moins présente dans le monde académique que dans l'univers des publications polémiques, appartenant au « champ intellectuel » des néo-réactionnaires¹⁵. Leurs ouvrages constituent la face visible de ce courant qui fait objection à l'épanouissement d'une réflexion postcoloniale en France, dans la mesure où ils présentent une telle approche comme « destructrice »

14. Voir un article fondateur Antoine Raybaud, « Deuil sans travail, travail sans deuil : la France a-t-elle une mémoire coloniale ? », *Postcolonialisme. Décentrement, déplacement, dissémination, Dédale*, n° 5/6, avril 1997.

15. On trouve ici des auteurs à succès, tels l'académicien Max Gallo qui vient de décéder au mois de juillet 2017, auteur d'un pamphlet rapidement écrit, qui se présentait alors comme un brûlot pour défendre la « France » et refuser qu'elle « baisse la tête » (*Fier d'être français*, Paris, Fayard, 2006) ; l'essayiste Pascal Bruckner qui, à l'aide d'amalgames systématiques, prédit, si l'on poursuit dans la voie de la « culpabilisation coloniale » de la France, son inéluctable décadence ou encore, dans une veine similaire, le livre de Paul-François Paoli (*Nous ne sommes pas coupables. Assez de repentances*, Paris, La Table Ronde, 2006) et bien entendu ceux de Robert Ménard et d'Éric Zemmour toujours teintés d'une forte nostalgie coloniale, en particulier de l'Algérie française.

des ferments de la nation et de la république, assimilé dans le même terme fourre-tout de « repentance » dès qu'il s'agit du passé colonial.

Pourtant, la pensée postcoloniale cherche à saisir comment ce qui passait pour l'humanisme européen est chaque fois apparu, dans les colonies, sous la figure de la duplicité, du double langage et du travestissement du réel. Elle propose donc de déconstruire ce qui est à la base de la pensée coloniale française : la mission civilisatrice républicaine. Sur ce sujet, les travaux sur la « République coloniale » touchent à un véritable tabou, puisqu'ils sont considérés comme une remise en cause du « pacte républicain » et des valeurs fondamentales sur lesquelles repose la démocratie française moderne.

Les réactions de rejet d'une perspective historique qui voudrait comprendre comment, depuis la III^e République, se sont agencés principes républicains et pratiques coloniales, mobilisent au-delà des intellectuels réactionnaires pour toucher aussi le champ académique et notamment certains historiens classés depuis longtemps à gauche ou au centre-droit comme Jean-Pierre Rioux¹⁶. C'est là, sans aucun doute, un des axes majeurs du rejet de la pensée postcoloniale – un va-et-vient entre des penseurs aussi éloignés qu'il est possible de l'imaginer – perçue comme destructrice des mythologies franco-françaises depuis près de quinze ans.

AU-DELÀ DE LA CRITIQUE DES *POSTCOLONIAL STUDIES*

Ces blocages face à l'approche postcoloniale s'inscrivent aussi, en France, dans un contexte général de repli identitaire et dans une ambiance où les accusations d'*anti-républicanisme* se multiplient. Certes, la République ne fut pas que « coloniale », mais elle a aussi été « coloniale », aux côtés de ses tardifs engagements humanistes outre-mer et décolonisateurs. De fait, si la République n'a pas toujours été en phase avec ses propres principes, cela n'exclut pas que les valeurs posées par la Révolution française soient toujours d'actualité, mais c'est là une question d'éthique et non une question historique. Brandir l'étendard républicain dès que la question coloniale est abordée est symptomatique d'un mélange des genres qui permet une véritable clôture intellectuelle et a constitué une opposition frontale à la

16. Jean-Pierre Rioux, *La France perd la mémoire. Comment un pays démissionne de son histoire*, Paris, Perrin, 2006.

pensée postcoloniale sans véritablement apprendre à la connaître, sans une véritable lecture critique.

Ces critiques récurrentes et répétées, presque mécaniques, ont obligé les chercheurs français du postcolonial à définir leur propre ligne d'analyse. Ils ont puisé dans la pensée théorique, avec une forte posture critique, l'ont mixée avec un travail sur le *fait colonial* très classique – ou sur le récit migratoire et ses effets dans le présent, comme Yvan Gastaut ou Ahmed Boubeker – qui se double d'une analyse des héritages coloniaux dans le présent, impliquant la question des diasporas, mais aussi les enjeux identitaires ou les questions liées au racisme. À la différence des théoriciens anglo-saxons¹⁷, les chercheurs français ont été des praticiens¹⁸, et ont imposé un travail plus concret, adossé à des investigations historiques classiques sur le fait colonial, en insistant sur la nécessité de rendre pédagogique leurs travaux auprès d'un large public. C'est pour cela que la pratique postcoloniale est désormais féconde en France, alors qu'elle s'essouffle et tourne en rond dans de nombreux pays anglo-saxons qui se sont englués dans le piège identitaire.

Reconnaissons-le, dans le présent débat, nous ne pouvons prétendre être totalement *neutres*, puisque nous avons même revendiqué qu'une approche moins théorique, critique et globale, s'épanouisse. Et pour cela nous avons été en première ligne de ce combat, sans pour autant nous présenter comme de simples porte-parole de nos illustres prédécesseurs, mais en cherchant à inventer nos propres paradigmes, car nous venions d'une formation académique assez classique (africanistes de la Sorbonne) et nous restions ancrés dans les méthodes classiques de l'histoire.

Des ouvrages comme *La République coloniale* (Albin Michel), la trilogie *Culture coloniale*, *Culture impériale* et *Culture postcoloniale* (Autrement) et son édition américaine *Colonial Culture in France* (Indiana University Press), les ouvrages sur les migrations des diasporas coloniales en France (huit beaux livres édités de 2001 à 2008, puis regroupés dans un coffret unique) ont tous cherché à fixer cette pensée dans le champ de la recherche française et internationale. L'ouvrage *La Fracture coloniale*¹⁹ est sans doute le plus abouti dans ce registre et a déclenché à l'occasion de sa publication

17. Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe. Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

18. Catherine Coquio (dir.), *Retours du colonial ? Disculpation et réhabilitation de l'histoire coloniale française*, Nantes, L'Atalante, 2008.

19. Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (dir.), *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, septembre 2005.

en France des réactions nombreuses, ce qui a été prolongé en 2010 par la publication de *Ruptures postcoloniales*, puis en 2015-2016 par deux ouvrages *Le Grand Repli* (La Découverte) et *Vers la guerre des identités ?* (La Découverte). Cette matière livresque correspond aussi à l'élaboration d'une pensée qui se veut un spectre large et qui vise, livre après livre, à élaborer son propre champ d'investigation en travaillant régulièrement avec un réseau dense de chercheurs et de contributeurs.

Les critiques face à ces travaux manifestent de façon explicite les enjeux intellectuels et institutionnels des débats qui se sont développés autour des analyses développées dans ces ouvrages, à l'image de réactions « épidémiques » de Jean-François Bayart²⁰ ou des analyses réductrices d'un Romain Bertrand. Cette situation française – ce particularisme pourrait-on dire – peut sembler d'autant plus surprenant que les *Postcolonial Studies* empruntent largement à des penseurs français de l'altérité, tels Levinas, Merleau-Ponty, Sartre, Michel de Certeau et, plus récemment, à Foucault ou Derrida (elles empruntent aussi à Fanon et à Saïd, ce que montre Paul Gilroy²¹, mais aussi à Memmi ou, plus marginalement, à Sayad). Or, la situation de résistance institutionnelle et intellectuelle sur les perspectives postcoloniales en France indique latéralement qu'est dénié l'héritage de ces acteurs de la construction d'une pensée critique de l'après-guerre. Achille Mbembe a raison de constater que dans ce champ de ruine de la critique, qui se veut radicale alors qu'elle n'est que mécanique, « tout se passe malheureusement comme s'il n'y avait strictement rien à sauver de la tradition critique française d'après-guerre, dont on sait pourtant qu'elle accorda une place centrale non seulement au fait nazi, mais aussi au fait colonial ».

Or, si l'on devait appliquer les postulats de la théorie postcoloniale à la France, on dirait que depuis la traite des esclaves et la colonisation, il n'y a pas d'identité française ou de lieux français de mémoire qui n'englobent simultanément l'ailleurs et l'ici (cf. Patrick Boucheron). En d'autres termes, l'ailleurs est constitutif de l'ici et vice-versa. Il n'y a plus de « dedans » qui serait coupé d'un « dehors », un passé qui serait coupé du présent²².

20. Jean-François Bayart, *Les Études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010.

21. Paul Gilroy, *Postcolonial Melancholia*, New York, Columbia University Press, 2005.

22. Jacques Pouchepadass, « *Subaltern et Postcolonial Studies* », in *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2010.

Ce « repli », cette incapacité pendant près d'une décennie à regarder le monde, à accepter de s'ouvrir à d'autres approches – sans s'interdire de les critiquer ou de les amender –, a conduit la France à se replier sur son pré-carré, à idéologiser ce passé et à penser la perspective postcoloniale comme potentiellement déstructurante pour la nation elle-même (comme l'explique d'ailleurs sans détour Pierre Nora dans un discours aux Rendez-vous de l'histoire de Blois, qu'il reprendra en tribune dans *Le Monde*²³, en s'opposant à une certaine histoire coloniale et à l'histoire globale). À n'en pas douter, et en parallèle, la France a développé en réaction une pensée postcoloniale féconde d'avenir car elle s'est construite sur ses propres schémas et a développé un argumentaire spécifique, adossé aux recherches historiques. Une pensée moins théorique qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne où les départements de littérature comparée ont essentiellement dynamisé les *Postcolonial Studies*, moins portées sur les relations inter-ethniques et de castes qu'en Inde, plus en lien avec l'histoire coloniale qu'en Grande-Bretagne, les *Postcolonial Studies* ont pris dans l'Hexagone un visage singulier. Désormais l'enjeu est ailleurs. Il se situe dans la capacité de créer des liens avec de nouveaux territoires de la recherche pour la rendre transversale.

L'enjeu est de renverser les perspectives, de mettre fin au « binarisme » qui oriente encore trop souvent, sous couvert d'universel, le pouvoir de nomination et de distinction des vainqueurs. C'est pourtant contre une telle évolution que s'engage Jean-Loup Amselle²⁴ (mais aussi le spécialiste de l'Afrique et de la Turquie Jean-François Bayart²⁵). Ils soulignent les dangers de la théorie postcoloniale, qui ne serait qu'une ruse de la raison libérale pour imposer l'impérialisme multiculturel américain comme modèle alternatif au républicanisme. Ce qui fait écho à un détournement patrimonial de la République, souligné par Pierre Nora, et à la capacité d'intégration d'une pensée du fragment au temps de la culture de masse comme idéologie de la reconnaissance. Les *Postcolonial Studies* permettraient de

23. Pierre Nora, « La question coloniale : une histoire politisée », *Le Monde*, 15 octobre 2011.

24. Jean-Loup Amselle, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, 2008.

25. Jean-François Bayart, *Les Études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010. Une contestation reprise dans une journée d'étude « exemplaire » : « Les études postcoloniales en débat », CERI, 14 avril 2010.

focaliser les regards sur les singularités culturelles et leurs mélodrames privés pour mieux rendre illisible la domination et toute autre forme de contestation des inégalités sociales et politiques.

Malgré ces critiques et ces oppositions, nous sommes entrés en France dans un moment de déploiement de la pensée postcoloniale, qui marque une rupture achevée avec le paradigme colonial et qui désormais participe d'une dynamique de la globalisation des connaissances. Et c'est encore un malentendu de la réception française : non, la question postcoloniale n'est pas un localisme tiers-mondiste, mais une histoire qui se veut désormais globale ! Il s'agit ainsi de souligner le passage d'une conception de la différence à une autre, du clivage euro-centré entre « nous » et « les autres » à une actualité des tensions et des hybridations entre la diversité culturelle et l'universalité marchande de la société de l'information.

On le voit, la pensée postcoloniale en France est une pensée à multiples entrées, avec ses propres frontières et désormais ses propres paradigmes. Mais, est-ce encore une pensée postcoloniale ? À l'opposé d'un système, elle s'inscrit en France dans une forme de pragmatisme, dans le sens où elle construit ses perspectives de recherche dans un monde lui-même en train de se faire, tout en puisant dans les faits et avec la rigueur de l'historien. Sa dimension *patchwork* – du fait de l'articulation des perspectives, de son caractère pluridisciplinaire, des regards nomades, des écritures, des traductions – la rend difficilement cernable. Elle est multiple et c'est ce qui fait sa richesse.

C'est aussi une pensée qui ouvre désormais des perspectives de recherche, lesquelles vont permettre de poser d'une autre manière dans l'Hexagone les questions brûlantes de la banlieue, du métissage, de la nation, de la citoyenneté ou de l'immigration²⁶. Pour beaucoup, les *Postcolonial Studies* demeurent encore perçues comme recelant de fortes capacités de déstabilisation de l'unité nationale et du corps social, d'où la grande difficulté aujourd'hui à travailler à la fois sur les effets de la colonisation en France et les héritages postcoloniaux. Qu'importe, cette pensée continuera à muter et à évoluer, à s'articuler à d'autres courants et à s'adapter, c'est, nous le pensons, ce qui fait sa force.

26. Dans une intervention au Collège de France en 1976, Michel Foucault suggère que la colonisation doit aussi être envisagée du point de vue de ses effets « en retour » sur la métropole (Michel Foucault, *Dits et Écrits*, Paris, Gallimard, 1999, t. 3).